

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2018)  
**Heft:** 2229

**Artikel:** Crises économiques et néolibéralisme. Partie 3, Il y a dette et dette : se préparer à une révolution copernicienne: redevenir interventionniste  
**Autor:** Ghelfi, Jean-Pierre  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1023339>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

population, à ne pas en faire des exclus, non pas économiques, mais politiques, qui ne se sentiraient plus représentés et qui, d'un seul coup, pourraient exploser.

C'est l'autre leçon des Gilets jaunes: attention, il n'y a pas que des couples qui roulent à vélo, conduisent les voitures Mobility, circulent en train et font leurs achats dans un

magasin bio près de chez eux. Le reste de la population, surtout les milieux modestes, doivent continuer à se sentir inclus pour que la Suisse ne se déchire pas.

## Crises économiques et néolibéralisme (3 / 3): il y a dette et dette

Se préparer à une révolution copernicienne: redevenir interventionniste

Jean-Pierre Ghelfi - 07 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34101>

Quel analyste financier pourrait avoir l'idée saugrenue de donner une appréciation de l'état de santé d'une entreprise en n'examinant que le passif de son bilan, en particulier son endettement à court et long terme? On ne manquerait pas de lui objecter que l'examen doit aussi porter sur l'actif du bilan. L'évidence même.

Il convient en effet de prendre en considération l'état des créanciers, des crédits bancaires et des emprunts dont l'entreprise est débitrice. Mais ceux-ci doivent être mis en relation avec les postes de l'actif du bilan: débiteurs, parc de machines, équipements, bâtiments.

Pourquoi ne devrait-on pas procéder à l'identique lorsqu'il s'agit des corporations de droit public (voir aussi DP [2227](#) et [2228](#))? Pour elles, cependant, les critères habituellement retenus sont différents. Les analystes ne paraissent s'intéresser qu'au seul passif du bilan de l'Etat (Confédération, cantons et

communes).

### Deux poids, deux mesures

Faire valoir l'idée qu'il y a deux poids deux mesures selon qu'il s'agit du secteur privé ou du secteur public n'est pas une mince affaire. La plupart des gens ont tellement pris l'habitude d'apprécier la situation financière d'une corporation de droit public sur la seule base de son endettement qu'ils ne peuvent s'empêcher de manifester leur surprise à l'idée que d'autres éléments devraient aussi être pris en compte.

A vrai dire, il est délicat d'adresser un reproche à quiconque. La seule comparaison de l'endettement avec le produit intérieur brut (PIB) est devenue une norme universellement utilisée. Elle a le grand avantage d'être aisée à calculer. Elle permet de comparer facilement les pays et d'établir des classements. On félicitera ceux qui sont les plus économes; ils pourront aisément emprunter à bon

compte. Et on grondera les plus dispendieux pour lesquels emprunter sera plus compliqué et plus coûteux.

Cette manière de faire est donc discutable puisqu'elle ne considère que l'endettement. Une comparaison plus objective doit inclure aussi l'actif. On dispose ainsi de deux pourcentages, [l'un entre dettes et PIB](#), [l'autre entre richesse financière et PIB](#). Ces éléments figurent dans le tableau ci-dessous, qui donne les chiffres pour 2017 (2016 pour la Suisse). Le signe négatif dans la seconde colonne signifie que le passif est supérieur à l'actif.

(En % du PIB)	Endettement	Richesse
Allemagne	71,5	- 36,4
Autriche	94,9	- 53,0
Etats-Unis	135,7	- 110,1
France	124,3	- 80,2
Italie	152,6	- 126,7
Norvège	42,8	308,4
Royaume-Uni	116,9	- 85,0
Suisse	42,5	- 0,3

Sans surprise, les Etats les plus endettés sont aussi ceux dont l'actif ne parvient pas à

compenser le passif. Les écarts entre les deux colonnes ne sont pas négligeables pour autant. Les Etats-Unis présentent le passif net le plus élevé après l'Italie. Cette situation fait rarement l'objet de commentaires. La Norvège dispose d'une fortune considérable. Elle résulte de la prise en compte de la valeur des importantes réserves pétrolières dont elle dispose. Pour la Suisse, chiffres de 2016, elle présente un bilan pratiquement équilibré.

### **Le mauvais choix de l'austérité**

Ces constatations permettent de tirer quelques conclusions. La BNS a assumé la lutte contre les effets déflationnistes de la crise financière de 2007/2008. Alors que la Confédération a été aux abonnés absents. Pire, sa volonté de réaliser des excédents de recettes pour réduire sa dette l'a conduite à pratiquer une politique

anticonjoncturelle: elle a compressé la demande au lieu de la stimuler. Elle a fait le (mauvais) choix de l'austérité (à ce propos, voir [un texte de Paul Krugman](#), d'autant plus intéressant qu'il date de 2012, en plein milieu de la crise).

Il en est résulté - et il en résulte encore - des réductions de dépenses dans les domaines du social, de la santé, de l'éducation et de la formation, entre autres. [Le nombre des personnes au chômage](#), selon les normes du Bureau international du travail, était de 180'000 en 2007; il était l'année dernière de 234'000. Leur nombre est donc encore supérieur de 30% à celui enregistré il y a dix ans, avant le début de la crise.

Dans le cas d'une nouvelle envolée du franc, quelles qu'en soient les causes, il est vraisemblable que la BNS ne pourra pas intervenir aussi massivement qu'elle l'a fait. Même si elle a le monopole de l'émission de monnaie, son

bilan ne peut pas croître à l'infini sous peine de fragiliser sa position.

### **Cesser de laisser-faire**

Une nouvelle récession et/ou une envolée du franc se traduiraient par de sérieuses difficultés pour une partie importante de notre économie. Il serait inacceptable que les pouvoirs publics se contentent de laisser faire. Ils devront agir et présenter des budgets déficitaires pour relancer la demande. Ils devront renoncer à la voie de l'austérité.

La doctrine dominante ne les y prédispose pas. Il n'est donc pas trop tôt pour (tenter de) préparer les esprits à une révolution copernicienne: redécouvrir les politiques interventionnistes suggérées par Keynes pour réduire les effets négatifs d'une récession et surtout pour éviter qu'elle ne se transforme en crise. Et la Confédération en a largement les moyens!

## **La littérature romande a porté de beaux fruits en 2018**

Trois ouvrages parus aux éditions de l'Aire

Pierre Jeanneret - 09 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34118>

Avec quelques autres éditeurs perspicaces et dynamiques, la coopérative des Editions de L'Aire à Vevey promeut activement les lettres romandes.

**Louis de Saussure,**  
**«Apprends-moi à danser»,**  
**Vevey, L'Aire, 2018, 157**  
**pages**

Ce [récit autobiographique](#) ou

plutôt ces «*Mémoires provisoires*», comme dit l'auteur, sont écrits dans une langue élégante, ici ou là délicieusement surannée, qui sent un peu sa rue des Granges... Louis de Saussure,